

Financement et efficience en santé : l'heure des choix



7 octobre 2025

VERSO

52 rue de la Victoire - 75009 Paris

Financement et efficacité en santé : l'heure des choix

7 octobre 2025

PROGRAMME



Accueil 8h30

9h

Accueil par **Didier Véron**, Président du G5 Santé

Ouverture par Marc Ferracci

Ministre démissionnaire chargé de l'Industrie et de l'Énergie

9h15 > 10h45

**TABLE
RONDE**

1

Quels leviers d'efficacité à mobiliser d'urgence ? Prévention, diagnostic et adhésion

Animée par Pierre Boulud, Directeur Général de bioMérieux
et Audrey Duval, Présidente de Sanofi France,

Vice-Présidente exécutive et Directrice Affaires Corporate Groupe de Sanofi

- **Charles-Emmanuel Barthélémy**, sous-directeur adjoint aux produits de santé à la Direction Générale de la Santé
- **Sandrine Bourguignon**, Présidente Directrice Générale de Rweality
- **Pr Gaëtan Gavazzi**, Gériatre et infectiologue, Chef du service de médecine gériatrique au CHU Grenoble Alpes
- **Jamila Hedjal**, Présidente de France Sepsis
- **Mathieu Kuentz**, Président de la CME du centre hospitalier d'Aurillac
- **Pr Atul Pathak**, Directeur de l'Institut National de Cardiologie, Chirurgie cardiaque et de Cardiologie interventionnelle du Luxembourg

10h45 > 11h 15

Pause

11h15 > 11h45

Thomas Courbe, Directeur Général des Entreprises
Alexandre Saubot, Président de France Industrie

**GRANDS
TÉMOINS**

11h45 > 12h45

**TABLE
RONDE**

2

Quelles réformes pour mettre l'efficacité au cœur des politiques de santé ?

Animée par Éric Ducournau, Directeur Général des Laboratoires Pierre Fabre
et Olivier Laureau, Président de Servier et Président de la Fondation Internationale
de Recherche Servier

- **Virginie Beaumeunier**, Présidente du Comité Économique des Produits de Santé
- **Thomas Fatôme**, Directeur Général de la Caisse Nationale de l'Assurance Maladie
- **Philippe Lamoureux**, Conseil en Stratégie en Santé
- **Pierre Pribile**, Directeur de la Sécurité Sociale

12h45 > 13h

Conclusion

par **Catherine Vautrin**,

Ministre démissionnaire du Travail,
de la Santé, des Solidarités et des Familles



ÉDITO

Les industries de santé françaises sont un pilier de la souveraineté sanitaire, dont l'importance est progressivement prise en compte depuis la crise sanitaire du Covid, au point d'apparaître dans les objectifs fixés par le Premier ministre dans la lettre de mission adressée en juin dernier à la Présidente du Comité Économique des Produits de Santé.

Dans le contexte d'instabilité intérieure et de fortes incertitudes sur la scène internationale, l'objectif de protéger la santé des citoyens et la sécurité nationale paraît difficilement atteignable sans remise en cause du mode de régulation de nos dépenses de santé. Les effets pervers d'une gestion annuelle en silo, particulièrement au détriment des produits de santé, sont désormais admis. Dans un pays vieillissant, et du fait de l'arrivée en nombre depuis quelques années d'innovations prometteuses, la santé va coûter de plus en plus cher : l'enveloppe consacrée aux produits de santé ne permet pas de mettre en place des parcours de soins plus efficaces, ne permet pas l'accès des patients français à nombre d'innovations disponibles dans les pays voisins et ne permet pas de limiter les pénuries qui compliquent la vie des malades et des officinaux. Continuer comme aujourd'hui, c'est condamner soignants et patients.

Il y a urgence à agir, il est temps de faire des choix et de mettre en place d'autres modes de gestion, d'allocations de ressources, d'organisation des soins et d'évaluation, afin d'augmenter l'efficacité du système.

Le G5 Santé, en tant que think tank, a contribué en 2024 à la réflexion collective et proposé 15 recommandations dans la perspective de la mise en place d'un Plan National pour l'Efficacité du Système de Santé. En 2025, nous avons souhaité approfondir ce sujet majeur et demandé à Sandrine Bourguignon, du cabinet RWEality, une analyse des voies possibles pour alléger la pression sur l'hôpital.

A l'occasion de ses 14^{es} Rencontres, le G5 Santé est heureux de présenter ces nouveaux résultats afin d'ouvrir un débat le plus large possible sur les réformes nécessaires pour préserver le système de santé français et renforcer notre souveraineté sanitaire.

Merci à tous les intervenants et merci à tous de votre présence et de vos contributions.

Didier Véron

Président du G5 Santé

Didier Véron

Président du G5 Santé



Président du G5 Santé, Didier Véron a rejoint le LFB en février 2019 en tant que Vice-Président Exécutif en charge des Affaires Corporate et est membre du Comité Exécutif. Il est en charge des affaires publiques, de l'accès au marché, de la communication externe et de la Responsabilité Sociétale des Entreprises.

Depuis janvier 2020, Didier Véron est Président du G5 Santé, cercle de réflexion regroupant les dirigeants des principales entreprises françaises de santé (bioMérieux, Guerbet, Ipsen, Théa, LFB, Pierre Fabre, Sanofi, Servier). Il est également administrateur du Leem, association professionnelle regroupant les entreprises du médicament en France. Didier Véron a passé plus de 25 ans dans le secteur de la santé : tout d'abord en rejoignant la Direction Générale de l'Agence Française du Médicament (aujourd'hui ANSM), puis en intégrant la Direction Générale d'Ipsen en 1998, où il a notamment occupé la fonction de Vice-Président Senior, Affaires Publiques et Communication Corporate.

Didier Véron est diplômé de Sciences Po Paris, titulaire d'un DESS de Droit de la Santé de l'Université de Paris Sud et est Chevalier dans l'ordre national du Mérite. Il est Maître de Conférences à Sciences Po Paris.





Marc Ferracci

Ministre démissionnaire chargé
de l'Industrie et de l'Énergie



Marc Ferracci a été nommé ministre délégué chargé de l'Industrie en septembre 2024, puis Ministre chargé de l'Industrie et de l'Énergie en décembre 2024.

Alors député de la 6^e Circonscription des Français établis hors de France (Suisse et Lichtenstein) depuis juin 2022, il avait été réélu en 2024 à l'occasion des élections législatives anticipées.

Économiste spécialiste du marché de l'emploi, il a été responsable du groupe de travail de la majorité présidentielle qui s'est notamment penché sur les projets de loi sur le plein-emploi et sur le partage de la valeur. En 2022, il était rapporteur du projet de loi de réforme de l'assurance-chômage.

Il est l'auteur et rapporteur de la proposition de loi visant à généraliser les *testings* anti-discrimination, votée en première lecture par l'Assemblée nationale en décembre 2023.

Marc Ferracci a été conseiller spécial de la ministre du Travail Muriel Pénicaud et a notamment participé à la mise en œuvre des ordonnances travail, de la réforme de l'apprentissage et de celle de l'assurance chômage (2019).

Il a rejoint en 2020 le cabinet du Premier ministre Jean Castex, pour suivre les mesures de soutien à l'économie mises en œuvre durant la crise du Covid, et piloter le plan France Relance.

Diplômé d'HEC Paris, Docteur en sciences économiques, Professeur à l'Université Paris Panthéon Assas, il a été nommé pour le prix du meilleur jeune économiste de France en 2016.



Catherine Vautrin

Ministre démissionnaire du Travail,
de la Santé, des Solidarités et des Familles



Catherine Vautrin a été nommée ministre du Travail, de la Santé, des Solidarités et des Familles le 23 décembre 2024.

Née à Reims le 26 juillet 1960.

Titulaire d'une maîtrise de droit des affaires, elle devient en 1986 chef de produits au sein de la société d'assurances américaine CIGNA. Elle y exercera pendant 13 ans les fonctions de directrice marketing et communication en France puis pour l'Europe continentale.

Membre du RPR à 20 ans, elle devient en 1983 conseillère municipale de Reims, benjamine de l'équipe, mandat qu'elle exerce jusqu'en 1999.

En 1999, elle devient directrice générale adjointe du conseil régional de Champagne-Ardenne, chargée des directions et des services opérationnels.

En juin 2002, elle est élue députée UMP de la 2^e circonscription de la Marne (comprenant les cantons Reims III, VII, IX ainsi que les cantons de Fismes, Verzy et Ville en Tardenois). Membre de la Commission des Affaires économiques de l'Assemblée nationale, elle préside diverses missions et est nommée rapporteur d'importants projets de loi relatifs au budget de l'économie, des finances et de l'industrie (poste et télécommunications), ou à l'initiative économique.

Le 31 mars 2004, elle est nommée secrétaire d'État à l'Intégration et à l'Égalité des Chances, puis le 28 octobre 2004 secrétaire d'État aux Personnes âgées, et enfin le 2 juin 2005 ministre déléguée à la Cohésion sociale et à la Parité.

Réélue députée en 2007, elle devient vice-présidente de la Commission des affaires économiques et membre du bureau de l'UMP.

En 2008, elle réintègre le conseil municipal de Reims (groupe d'opposition).

Élue vice-présidente de l'Assemblée nationale le 1^{er} octobre 2008, elle est parallèlement présidente de la délégation de la communication et de la presse de l'Assemblée nationale jusqu'en juillet 2011. À cette date, désignée première vice-présidente de l'Assemblée nationale, elle préside la délégation chargée des activités internationales, jusqu'à la fin de la XIII^e législature.

Réélue député de la Marne en 2012, elle est réélue vice-présidente de l'Assemblée, en 2014.

En mars 2014, elle est réélue conseillère municipale de Reims et conseillère communautaire (groupe de la majorité).

En avril 2014, elle est élue présidente de la communauté d'agglomération Reims Métropole qui devient en 2017 la communauté urbaine du Grand Reims. Elle est réélue en juillet 2020.

Depuis juin 2014, elle est élue présidente de l'Association des Villes universitaires de France.

Elle est nommée le 31 août 2022, par décret du président de la République, présidente de l'ANRU.

Elle est nommée ministre du Travail, de la Santé, des Solidarités en janvier 2024 puis ministre du Partenariat avec les territoires et de la Décentralisation le 21 septembre 2024.

Thomas Courbe

Directeur Général des Entreprises



Ingénieur général de l'Armement, Thomas Courbe débute sa carrière en 1995 au ministère de la Défense comme responsable de programmes d'avions de combat en service puis chef de cabinet du directeur des programmes aéronautiques.

Il rejoint la Direction Générale du Trésor en 2002 où il occupe successivement les fonctions d'adjoint au chef du bureau Asie, chef du bureau Afrique-Maghreb, chef du bureau affaires aéronautiques, militaires et navales, secrétaire général du club de paris et sous-directeur relations économiques bilatérales.

En 2010, il est nommé Directeur de cabinet du Secrétaire d'état chargé du Commerce Extérieur (Pierre Lellouche) et Directeur adjoint de cabinet des Ministres de l'Économie des Finances et de l'Industrie (Christine Lagarde puis François Baroin).

En 2012, il revient à la Direction Générale du Trésor où il occupe les fonctions de secrétaire général, puis de Directeur Général adjoint à partir de 2015.

Depuis juillet 2018, Thomas Courbe est Directeur Général des entreprises.

Thomas Courbe est Chevalier de la Légion d'Honneur et Commandeur de l'Ordre National du Mérite.

Alexandre Saubot

Président de France Industrie



Ancien élève de l'École polytechnique, Alexandre Saubot a commencé sa carrière en occupant différents postes dans l'administration (délégation générale pour l'Armement, direction du Trésor), en cabinet ministériel (ministère de la Culture et de la Communication) et dans la banque (Natexis Banque Populaire). Il dirige depuis 2000 une ETI familiale spécialisée dans la fabrication de nacelles élévatrices et de chariots télescopiques, Haulotte Group SA, qui emploie 1 900 personnes dans le monde et a réalisé 634 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2024, dont plus de 80 % hors de France.

En mars 2020, Alexandre Saubot est élu Vice-président de France Industrie, l'organisation professionnelle représentative de l'Industrie en France. Le 25 novembre 2020, Alexandre Saubot est élu Président de France Industrie.

Ancien Président de l'UIMM (2015 – 2018) et de l'Unedic, ancien Vice-Président du MEDEF et de Pôle Emploi, il bénéficie d'une solide expérience industrielle et des organisations professionnelles. De 2019 à 2021, il a été le premier président de l'OPCO 2i, opérateur de compétences inter-industriel.

France Industrie rassemble 30 fédérations sectorielles de l'industrie et les Présidents de 53 grandes entreprises privées et publiques intervenant dans tous les secteurs industriels. Elle est l'interlocuteur de référence auprès des pouvoirs publics sur les sujets industriels transverses : compétitivité, emploi, transition écologique, innovation et numérique, politique industrielle européenne et attractivité des territoires.

Pour un plan national d'efficience : 15 recommandations pour l'avenir du système de santé



ÉTUDE
RWEALITY

Engager l'efficience pour préserver le système de santé français

La soutenabilité du système de santé français est aujourd'hui menacée par un déficit structurel qui ne peut être comblé par de simples mesures comptables annuelles. Le G5 Santé, dès son étude de 2024, appelait à un **Plan national d'efficience** pour transformer la gouvernance sanitaire et inscrire la dépense de santé dans une logique pluriannuelle, décloisonnée et fondée sur des résultats mesurables.

L'étude de 2025 prolonge cette démarche en documentant des cas d'usage concrets, qui démontrent **qu'il existe de nombreux leviers sous-exploités pour réduire à la fois les coûts et la pression hospitalière, tout en améliorant la santé des patients**. Ces exemples illustrent la nécessité

ÉTUDE EFFICIENCE G5 SANTÉ 2025

d'un pilotage public par l'efficience, en lieu et place d'une régulation budgétaire fragmentée et court-termiste. Les hospitalisations évitables ont été choisies comme axe d'amélioration car elles sont un levier mesurable, rapide et efficace. Les cas étudiés par le G5 Santé révèlent **12,7 milliards d'euros de coûts évitables chaque année**, liés au non-recours à la prévention, à la détection précoce, à l'innovation ou à l'optimisation des parcours de soins.

Quatre cas portant sur des enjeux de santé publique et générant des hospitalisations identifiées comme évitables ont été analysés par combinaison d'une centaine de sources publiées :

1. Le Diagnostic in vitro (DIV)

Si 60 à 70 % des décisions médicales reposent sur des tests DIV, ils demeurent encore sous-utilisés dans 45 % des cas. Le diagnostic in vitro structure pourtant tout le parcours de soins et pourrait générer jusqu'à 1,27 milliard d'euros d'économies en évitant des hospitalisations pour sepsis ou infections respiratoires aiguës. **En particulier, dans le sepsis**, particulièrement sévère et mortel, jusqu'à **1,16 Md€ de coûts évitables par an** et **1,1 million de journées d'hospitalisation évitées**, grâce à un diagnostic plus précoce et ciblé s'appuyant sur des tests combinés à un algorithme déjà validé et déployé dans de nombreux pays (Surviving sepsis campaign au Royaume-Uni par exemple).

2. Prévention et immunisation

La grippe touche en moyenne 2 à 6 millions de personnes par an. Environ 20 000 hospitalisations et 9 000 décès en résultent touchant prioritairement les personnes âgées mais aussi les nourrissons. Si le coût direct pour les soins est de 134 millions d'euros par an, les coûts indirects liés à l'absentéisme et aux décès prématurés augmentent le coût de la grippe de 700 millions d'euros par an. S'ajoutent des conséquences moins connues sur la dépendance et les handicaps résiduels par suite d'une hospitalisation pour les personnes de plus de 65 ans dont le coût annuel est estimé à 1,5 milliard d'euros par an. Au total, **le coût évitable de la grippe avoisine 2,3 milliards d'euros annuel**. La vaccination des enfants contre la grippe est recommandée depuis février 2023 par la HAS mais peu réalisée en pratique.

Le virus respiratoire syncytial (VRS) responsable de la majorité des bronchiolites touche 480 000 nourrissons par an et 30 % ont été hospitalisés en 2023 selon Santé Publique France. L'arrivée de la vaccination des femmes enceintes et l'immunisation des nourrissons avec une efficacité démontrée et confirmée en vie réelle permet de réduire les hospitalisations et pourrait générer des économies de 104 millions d'euros par an par une prise en charge complète de ces dispositifs de prévention, **l'immunisation n'étant remboursée qu'à 30 % en ville en France**, à la différence de tous les autres pays européens.

Pour une politique de prévention efficace, il est urgent d'aligner nos pratiques sur celles de nos voisins européens et de lever les obstacles administratifs et financiers qui limitent l'accès aux vaccins et aux traitements préventifs pour permettre une meilleure couverture vaccinale contre la grippe et l'immunisation contre le VRS, en particulier des personnes âgées et des nourrissons. Cela permettrait d'éviter plus de 2,4 milliards d'euros de coûts annuels, ainsi que des milliers d'hospitalisations et décès évitables.

3. Adhérence thérapeutique

La non-observance concerne 50% des patients atteints de maladies cardiovasculaires. **Cette non-observance engendre 12 000 décès et près de 9 milliards d'euros par an de dépenses dont 1 milliard directement pour des hospitalisations évitables. Chaque euro investi dans l'adhérence rapporte jusqu'à 13 euros d'économies.**

4. Traitements ambulatoires

En oncologie, la généralisation des voies orales améliore la qualité de vie et réduit les hospitalisations pour effets indésirables. L'impact économique reste insuffisamment mesuré en France, illustration de la nécessité d'évaluer pour prioriser des prises en charge et les déployer plus efficacement.

Ces leviers sont documentés, chiffrés et comparés aux meilleures pratiques européennes, soulignant que la France peut mieux faire en matière de prévention, de gouvernance des parcours et de valorisation des innovations. Ils démontrent surtout un écart d'ordre de grandeur majeur dans l'ambition de l'Assurance Maladie sur la réduction des hospitalisations évitables estimées à 60 millions d'euros par an sur un périmètre restreint à six pathologies.

La valorisation économique des cas d'usage de l'étude du G5 Santé de 2025 renforce la pertinence des recommandations du Plan national d'efficience publié en 2024, parmi lesquelles :

■ **Élaborer et mettre en œuvre une loi de programmation en santé et inscrire chaque Loi de financement de la Sécurité sociale dans ce cadre pluriannuel**, afin de dépasser les arbitrages annuels fragmentés ;

■ **Adapter la régulation par enveloppes budgétaires**, pour favoriser des investissements transversaux plus efficaces ;

■ **Mettre en place des incitations financières et un partage des gains** entre acteurs, condition *sine qua non* de l'adhésion des acteurs de santé ;

■ **Refondre la tarification des innovations** pour reconnaître la valeur contributive au système de santé en considérant leurs impacts organisationnels et sociétaux ;

Le *statu quo* a un coût colossal : **12,7 milliards d'euros et des milliers de vies perdues chaque année**. L'étude du G5 Santé montre qu'il ne s'agit pas de solutions hypothétiques mais de leviers concrets, disponibles et éprouvés, qui ne produisent d'effets qu'à condition d'être accompagnés de transformations organisationnelles sur le terrain et d'une volonté politique forte.

Dans le contexte actuel de crise politique et budgétaire, le Plan national d'efficience constitue un **plan d'action immédiatement actionnable** pour l'administration française. Ne pas l'engager, c'est choisir l'immobilisme au détriment des patients, des soignants et de la soutenabilité de notre système de santé.

Le G5 Santé a formulé dès 2024, 15 propositions d'actions structurées en 3 axes pour soutenir un Plan National d'Efficiency

Recommandations

METTRE L'EFFICIENCE AU CŒUR DU PILOTAGE DU SYSTÈME DE SANTÉ

- 1 Élaborer et mettre en œuvre une loi d'organisation et de programmation en santé centrée sur la recherche d'efficacité
- 2 Inscrire la Loi de Financement de la Sécurité Sociale dans un cadre pluriannuel
- 3 Permettre la fongibilité des enveloppes budgétaires consacrées à la santé
- 4 Créer un Secrétariat Général pour l'efficacité en santé
- 5 Décliner la recherche d'efficacité au niveau des agences d'expertises, des institutions et des organisations régionales

Recommandations

MOBILISER LES PROFESSIONNELS DE SANTÉ ET LES PATIENTS DANS LA RECHERCHE D'EFFICIENCE

- 6 Embarquer la société civile et ses représentants dans le plan national d'efficacité
- 7 Développer de manière ambitieuse une stratégie et des programmes de prévention
- 8 Développer une stratégie nationale d'amélioration de l'adhérence
- 9 Faire évoluer le travail des professionnels de santé en tirant profit des innovations technologiques et en amplifiant les délégations de tâches
- 10 Favoriser l'innovation organisationnelle et le lancement de pilotes

Recommandations

METTRE EN PLACE DES OUTILS ET MÉCANISMES QUI FAVORISENT L'EFFICIENCE

- 11 Systématiser les tests biologiques
- 12 Développer une culture du pilotage et de l'évaluation par les données de santé
- 13 Développer les incitations financières et les modes de partage des gains favorisant l'efficacité
- 14 Refondre les modes de tarification des technologies de santé innovantes
- 15 Permettre aux produits de santé de bénéficier des gains d'efficacité qu'ils génèrent

Quels leviers d'efficacité à mobiliser d'urgence ?

Prévention, diagnostic et adhésion



ANIMÉE PAR :

Pierre Boulud

Directeur Général de bioMérieux



Diplômé de l'ESSEC et de l'Université d'Ottawa, Pierre a commencé sa carrière en tant que consultant stratégique auprès de PDG de divers secteurs, notamment celui de la santé, au sein du Boston Consulting Group.

En 2002, Pierre a rejoint le groupe Ipsen et a mené avec succès des projets stratégiques en tant que Vice-Président Exécutif des opérations commerciales de soins spécialisés.

Pierre Boulud a rejoint bioMérieux et son Comité Exécutif en 2016 en tant que Vice-Président Corporate et Directeur de la Région Asie Pacifique. Pierre avait également la charge du portefeuille de bioMérieux et de la planification stratégique. Dans le cadre d'une nouvelle organisation interne en 2020, Pierre a dirigé les Opérations Cliniques en tant que Vice-Président Exécutif. En plus de ses nouvelles fonctions, il était également Chief Operating Officer.

Pierre Boulud a également été membre du Conseil d'Administration de MedTech Europe jusqu'à fin 2023.

Sur proposition d'Alexandre Mérieux, Président Directeur Général, le Conseil d'Administration de bioMérieux a approuvé le 13 juin 2023 les nominations d'Alexandre Mérieux en tant que Président Exécutif et de Pierre Boulud en tant de Directeur Général Exécutif de bioMérieux. Dans ce cadre, Pierre Boulud dirige en direct le Comité Exécutif de bioMérieux pour mettre en œuvre la stratégie de la Société.

Audrey Duval

Présidente de Sanofi France, Vice-Présidente exécutive et Directrice Affaires Corporate Groupe de Sanofi



En tant que Directrice des Affaires Corporate Groupe, Audrey Duval siège au Comité Exécutif de Sanofi avec pour mission de piloter l'engagement du groupe auprès de ses parties prenantes.

Elle dirige les équipes en charge de l'accès, des affaires publiques, de la communication, des médias et de l'impact sociétal. Cela comprend la stratégie de responsabilité sociale de l'entreprise, ainsi que de deux entités incarnant l'engagement sociétal de Sanofi : La Global Health Unit, l'entité de santé mondiale à but non lucratif et Foundation S, l'organisation philanthropique portée par Sanofi.

Audrey Duval a rejoint Sanofi en tant que Présidente de Sanofi France en septembre 2022 et conserve aujourd'hui ce rôle, soutenant et coordonnant la représentation de l'entreprise auprès des différentes parties prenantes externes dans ce pays.

Avant de rejoindre Sanofi, Audrey Duval a occupé le poste de Responsable de la franchise Ophtalmologie chez Novartis, avant d'évoluer comme Présidente des opérations de l'entreprise en Irlande. Audrey est docteur en médecine de la Faculté de Médecine de Paris 5 – Cochin et titulaire d'un DES de biologie médicale, et a débuté sa carrière au sein des Hôpitaux publics de Paris. Elle a ensuite été chercheur au Centre de recherche Pasteur de l'Université de Hong Kong, puis experte scientifique chez Salusmed, toujours à Hong Kong. Audrey a ensuite rejoint Pfizer en France aux affaires médicales dans les domaines de l'endocrinologie, de la transplantation et de la rhumatologie.

AVEC LA PARTICIPATION DE :

- **Charles-Emmanuel Barthélémy**, sous-directeur adjoint aux produits de santé à la Direction Générale de la Santé
- **Sandrine Bourguignon**, Présidente Directrice Générale de Rweality
- **Pr Gaëtan Gavazzi**, Gériatre et infectiologue, Chef du service de médecine gériatrique au CHU Grenoble Alpes
- **Jamila Hedjal**, Présidente de France Sepsis
- **Mathieu Kuentz**, Président de la CME du centre hospitalier d'Aurillac
- **Pr Atul Pathak**, Directeur de l'Institut National de Cardiologie, Chirurgie cardiaque et de Cardiologie interventionnelle du Luxembourg

Charles-Emmanuel Barthélémy



Sous-directeur adjoint aux produits de santé
à la Direction Générale de la Santé

Charles-Emmanuel Barthélémy est sous-directeur adjoint de la sous-direction en charge des politiques des produits de santé et de la qualité des pratiques et des soins au sein de la Direction Générale de la Santé depuis décembre 2023. Docteur en pharmacie, titulaire d'un diplôme d'étude spécialisée en Pharmacie Hospitalière obtenu à l'Université Paris Descartes et d'un Master 2 en médico-économie et accès au marché obtenu à l'Université Paris Dauphine, il a débuté sa carrière en 2013 en tant qu'interne en pharmacie dans les hôpitaux de l'Assistance publique Hôpitaux de Paris (APHP). En 2017, il rejoint la Direction de la sécurité sociale (DSS) en tant que chargé de mission

responsable de l'évaluation scientifique et économique des dispositifs médicaux au sein du bureau des produits de santé et poursuit en tant que chef de bureau adjoint au sein du même bureau à partir de 2020.

En 2022, il rejoint la Haute Autorité de santé pour quelques mois en tant que chef de service adjoint du service en charge de l'évaluation scientifique des dispositifs médicaux. Il est nommé conseiller de François Braun, ministre de la Santé et de la prévention, en charge des produits de santé durant l'ensemble de son passage avenue Duquesne de juillet 2022 à juillet 2023.

Sandrine Bourguignon



Présidente Directrice Générale de Rweality

Rweality est née de plus de 20 ans d'expérience dans le secteur de la santé, avec pour objectif de démontrer l'impact des innovations dans nos systèmes de santé.

Docteur en santé publique, Sandrine Bourguignon, CEO de Rweality, a fait partie pendant trois ans du Comité de Direction France d'IQVIA tant que lead RWE et accès au marché. Elle a dirigé auparavant pendant trois ans les équipes accès au marché et HEOR.

En 2011, elle a fondé et développé la société Stratégique Santé jusqu'à son rachat par IQVIA en 2018. Sandrine a également une expérience en milieu hospitalier.

Depuis 2008, elle est enseignante affiliée, à l'Université Paris-Dauphine.

Elle est membre du bureau et du conseil d'administration du Collège des économistes de la santé (CES).

En avril 2025, Rweality a rejoint le groupe Enosium et Sandrine a pris également la direction générale de Vyoo Agency, société spécialisée en évaluation médico-économique.

Dr Gaëtan Gavazzi



Gériatre et infectiologue,
Chef du service de médecine gériatrique
au CHU Grenoble Alpes

Le Dr Gaëtan GAVAZZI a fait ses études de médecine à Nantes (France) (1985-91) avant de s'installer à Grenoble (France) pour obtenir son diplôme en médecine interne (1998), puis en gériatrie et infectiologie (2000 et 2004). Son premier poste postdoctoral a été à Grenoble en médecine interne et gériatrie (1998-2000). Il a ensuite rejoint l'Hôpital universitaire de Genève (2000-2005) où il a développé l'infectiologie en gériatrie au sein du service de gériatrie, où il a obtenu le poste de maître de conférences. Il a également développé ses compétences en recherche fondamentale avec une thèse de doctorat sur le rôle des enzymes NOX produisant des espèces réactives de l'oxygène dans les maladies liées à l'âge chez les modèles animaux. Il est revenu à Grenoble en 2005 pour occuper un poste de maître de conférences. Depuis septembre 2011, il est professeur de médecine gériatrique à l'hôpital universitaire Grenoble-Alpes. Les principaux sujets d'intérêt dans la recherche clinique restent « les infections chez les personnes âgées », la vaccination, et le vieillissement à travers le « syndrome de fragilité ». Il coordonne l'équipe d'oncogériatrie et les projets d'orthogériatrie et de pharmacogériatrie à l'hôpital universitaire Grenoble-Alpes. Depuis 2005, il a rejoint plus de 50 groupes d'experts scientifiques en France et en Europe et est co-coordonnateur du Groupe national français d'infectiologie et de gériatrie (GInGer) et du Groupe d'étude européen

sur les infections et les vaccins chez les personnes âgées (SIG) de l'EUGMS. Il est membre du Groupe européen d'étude sur les vaccins (EVASG), du Groupe européen sur les infections chez les personnes âgées (ESGIE), et a participé régulièrement à des groupes d'experts (OMS, institutions européennes telles que l'ECDC). Récemment, il a été un des experts nationaux de différents groupes en France pour le COVID-19 chez les personnes âgées. Il est Président du Comité d'Orientation de Stratégie et d'Expertise du Gérotopôle AURA où il co-organise la recherche translationnelle et la fédération des objectifs politiques sur les questions liées au vieillissement au niveau régional (région Auvergne Rhône-Alpes); enfin, il est membre du conseil académique de l'Union nationale française des gérotopôles. Il a publié plus de 200 articles évalués par des pairs et participé à 600 communications aux niveaux national et international. Il est également impliqué dans l'enseignement et la formation à la faculté de médecine de l'université Grenoble-Alpes, et est président du « Comité national des enseignants en gériatrie (CNEG) » depuis 2016; il poursuit ses activités de soin en tant que chef de service de gériatrie de l'hôpital universitaire Grenoble-Alpes (soins aigus, orthogériatrie, rééducation et soins de jour) pour les populations âgées, et en tant que coordinateur local et régional des unités d'oncogériatrie.

Jamila Hedjal



Présidente de France Sepsis

Jamila Hedjal est reconnue dans le domaine du sepsis, une infection grave qui cause plus de 11 millions de décès par an dans le monde. Fondatrice et Présidente de France Sepsis Association, une association dédiée à la lutte contre ce fléau méconnu qui est une urgence et priorité de santé publique mondiale. Cette initiative a été motivée suite au décès de mon fils, âgé de 13 ans, consécutif à une appendicite. Son engagement se focalisait sur le diagnostic précoce du sepsis, une meilleure sensibilisation du public et des professionnels de santé et le renforcement des systèmes de protection sociale pour faire face aux crises sanitaires. Son travail est à la croisée de la science, de la politique sanitaire et du vécu des patients. Une voix forte pour les familles touchées par le sepsis, et œuvrant pour que cette cause soit enfin reconnue à sa juste importance. Jamila Hedjal est membre de l'Association nationale des collaborateurs de ministres et de parlementaires,

formatrice analyse des pratiques expertise patient —Université de Médecine de la Sorbonne —Université des Patients. (DU Partenariat et Engagement DU Patient dans le Système de Santé Université de Médecine de Lorraine, DU Expertise en Santé, Master Class Université de Médecine de la Sorbonne, Master Class Analyse des Pratiques Expertise Patient Université de la Sorbonne —Université des Patients. Membre de la Health First Europe groupe AMR [Antimicrobial Resistance], Jamila Hedjal est aussi membre de la Global Sepsis Alliance et groupe de travail European Sepsis Alliance, membre de l'Institut Français de l'Expérience Patient et membre du groupe de travail avec les sociétés savantes de réanimation. Elle est également co-rédactrice sur l'épidémiologie du sepsis avec les sociétés savantes mondiales de réanimation et soins intensifs « SEPSIS CODEX ». Site : www.francesepsisassociation.com

Mathieu Kuentz



**Président de la CME
du centre hospitalier d'Aurillac**

Pharmacien biologiste de formation, Mathieu Kuentz a réalisé ses études au CHU de Clermont-Ferrand. Après deux années d'exercice dans le secteur libéral, il rejoint le centre hospitalier Henri Mondor à Aurillac en 2015. Il a eu l'opportunité d'assumer des responsabilités croissantes dans la gouvernance hospitalière : chef de service, puis chef de pôle, et depuis décembre 2019 en tant que Président de la Commission médicale d'établissement et Président de la Commission médicale de groupement du GHT Cantal.

Depuis le début de son internat, il s'investit dans l'évolution de sa spécialité à différents niveaux. Tout d'abord au travers d'un engagement syndical en tant que Vice-Président en charge de la Biologie médicale à la FNSIP, puis au travers de sociétés savantes telle que la Société Française de Biologie Clinique, et enfin au sein de la section G de l'Ordre National des Pharmaciens en tant que Conseiller ordinal puis de Vice-Président. Il a contribué aux réflexions nationales sur l'évolution de sa profession et l'adaptation de son cadre réglementaire.

Pr Atul Pathak



**Directeur de l'Institut National de
Cardiologie, Chirurgie cardiaque et de
Cardiologie interventionnelle du Luxembourg**

Le Professeur Atul Pathak, MD, PhD, est Directeur de l'Institut National de Cardiologie, Chirurgie cardiaque et de Cardiologie interventionnelle (INCCI) du Luxembourg et Professeur de Médecine. Cardiologue et Pharmacologue de formation, il a conduit sa carrière entre recherche, pratique clinique et management hospitalier.

Après un parcours universitaire à Toulouse, où il a dirigé plusieurs unités spécialisées en pharmacologie cardiovasculaire, hypertension et insuffisance cardiaque, il a ensuite pris la tête du service de Médecine cardiovasculaire du Centre Hospitalier Princesse Grace de Monaco, avant de rejoindre l'INCCI en 2025 au Luxembourg. Spécialiste reconnu de l'hypertension artérielle et de l'insuffisance cardiaque, le Pr Pathak a

occupé plusieurs fonctions de premier plan dans les sociétés savantes européennes et françaises, notamment comme Président de la Société Française d'Hypertension et membre du Conseil exécutif de la Société Européenne d'Hypertension. Auteur de plus de 400 publications scientifiques et impliqué dans l'élaboration de recommandations internationales, il est engagé dans le développement de stratégies innovantes pour améliorer la qualité et l'efficacité des soins cardiovasculaires.

À travers son expérience à la croisée de la clinique, de la recherche et de l'organisation des soins, il apporte une expertise singulière sur les leviers d'efficacité en santé, enjeu central des 14^{es} Rencontres du G5 Santé.

Quelles réformes pour mettre l'efficiency au cœur des politiques de santé ?



ANIMÉE PAR :

Éric Ducournau

Directeur Général
des Laboratoires Pierre Fabre



Olivier Laureau

Président de Servier et Président
de la Fondation Internationale de Recherche Servier



AVEC LA PARTICIPATION DE :

- **Virginie Beaumeunier**, Présidente du Comité Économique des Produits de Santé
- **Thomas Fatôme**, Directeur Général de la Caisse Nationale de l'Assurance Maladie
- **Philippe Lamoureux**, Conseil en Stratégie en Santé
- **Pierre Pribile**, Directeur de la Sécurité Sociale



Virginie Beaumeunier



**Présidente du Comité Économique
des Produits de Santé**

Virginie Beaumeunier a été nommée Présidente du comité économique des produits de santé à compter du 3 février 2025. Elle est inspectrice générale des finances depuis janvier 2023.

Diplômée de l'Institut d'Études Politiques de Paris en 1989, Virginie Beaumeunier est également titulaire d'une maîtrise en droit public de l'Université Paris II (Assas). Ancienne élève de l'École Nationale d'Administration (ENA), promotion «Léon Gambetta» (1991-1993), elle a entamé sa carrière en 1993 en tant qu'adjointe au chef du bureau de la santé à la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF).

Conseillère technique au cabinet du ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (2000-2002), et directrice de projets auprès du secrétaire général

des ministères économiques et financiers (2002-2005), elle a également été sous-directrice des services et réseaux (2007) et sous-directrice de la politique de la concurrence (2008-2009) à la DGCCRF.

En 2009, elle a été nommée rapporteure générale de l'Autorité de la concurrence, poste qu'elle a occupé jusqu'en 2017. Elle a ensuite dirigé le service de la stratégie, du pilotage et du budget à la Direction générale des Finances publiques (2017-2018). En janvier 2018, elle a été nommée directrice générale de la DGCCRF, fonction qu'elle a exercée jusqu'en 2023.

À l'inspection générale des finances, elle a participé à plusieurs missions et assure la présidence de l'Observatoire des délais de paiement depuis juin 2023. Virginie Beaumeunier est également chevalier dans l'Ordre national de la Légion d'honneur.

Thomas Fatôme



**Directeur Général de la Caisse Nationale
de l'Assurance Maladie**

Carrière : Conseiller technique pour le financement et la synthèse des comptes au cabinet du ministre de la Santé et de la Protection Sociale (2003-2004) ; conseiller technique chargé du financement et de la synthèse des comptes de la sécurité sociale et de la réforme de l'Assurance maladie au cabinet du ministre de la Santé et Protection sociale puis ministre des Solidarités, de la Santé et de la Famille (2004-2005) ; directeur de cabinet du directeur général de la CNAMTS (2005-2008), directeur de cabinet du secrétaire d'État

chargé de l'Emploi (2008-2009) ; directeur adjoint de cabinet du ministre de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi (2008-2009) ; chef de service adjoint au directeur de la Sécurité Sociale (2009-2010) ; conseiller santé, dépendance et politiques sociales à la présidence de la République (novembre 2010-janvier 2012) ; Directeur de la sécurité sociale (février 2012-mai 2017), Directeur adjoint du Cabinet du Premier ministre (juin 2017-juillet 2020)

Philippe Lamoureux



Conseil en Stratégie en Santé

Né le 5 juillet 1959 à Montreuil-sous-Bois en Seine-Saint-Denis. Philippe Lamoureux est titulaire d'une Maîtrise d'économie (politique et conjoncture économique) et une Maîtrise de droit privé (droit des affaires et fiscalité) obtenues à l'Université de Paris I (Panthéon – Sorbonne) avant d'être diplômé de l'ENA, promotion « Liberté, égalité, fraternité » en 1989. Il entame une carrière d'Inspecteur général des affaires sociales puis devient conseiller technique au cabinet de Bernard Kouchner, ministre de la Santé et de l'Action humanitaire en 1992. Chargé de mission, puis Directeur auprès du Directeur général de l'Agence du médicament de 1993 à 1997, Philippe Lamoureux devient Secrétaire général de l'Agence du médicament de 1997 à 1998. Conseiller technique au cabinet de Martine Aubry, ministre de

l'Emploi et de la Solidarité de 1998 à 2001, Philippe Lamoureux retrouve le cabinet de Bernard Kouchner, ministre délégué à la Santé (2001-2002) en tant que Directeur adjoint de cabinet. Il devient Directeur général de l'Institut national de prévention et d'éducation pour la santé de 2002 à 2008 puis Directeur général du Leem de 2008 à 2023. Ancien administrateur de l'association européenne des industriels de la pharmacie et du médicament (EFPIA) et ancien Vice-Président de l'International Federation of Pharmaceutical Manufacturers and Associations (IFPMA), Philippe Lamoureux préside l'Institut de formation des industries de santé et l'Alliance des industries de santé de Nouvelle-Aquitaine (ALLIS-NA). En 2024, il crée Philippe Lamoureux Stratégie en Santé (PLASS).

Pierre Pribile



Directeur de la Sécurité Sociale

Pierre Pribile est directeur de la sécurité sociale depuis le 29 avril 2024.

Né en 1981, Pierre Pribile est ingénieur général des mines, ancien élève de l'École polytechnique (2001) et de l'École nationale supérieure des Mines de Paris. Il a été chef de la division « développement industriel » de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Bourgogne, puis du service développement des entreprises et des territoires de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de cette même région et chargé de mission développement économique auprès du préfet de la région Bourgogne (2007-2010).

Chef du bureau des produits de santé à la sous-direction du financement du système de soins à la direction de la

sécurité sociale (2010-2012), il a ensuite été conseiller comptes sociaux (branches maladie, accidents du travail/maladies professionnelles, famille) au cabinet de M. Jérôme Cahuzac, puis de M. Bernard Cazeneuve au ministère chargé du Budget, de juillet 2012 à mars 2014. Directeur de la production et du service aux assurés au sein du Régime Social des Indépendants-RSI (2014-2015), il a été conseiller « protection sociale, lutte contre la pauvreté, comptes sociaux » aux cabinets de M. Manuel Valls (2015-2016) puis de M. Bernard Cazeneuve (décembre 2016-janvier 2017) à Matignon. Directeur général de l'Agence régionale de santé de Bourgogne-Franche-Comté de janvier 2017 à septembre 2022.

M. Pierre Pribile a alors été nommé secrétaire général des ministères chargés des Affaires sociales.



Alexandre Mérieux

Président de bioMérieux

www.biomerieux.com



Alexandre Mérieux est Président de bioMérieux. Il a rejoint le Groupe bioMérieux en 2005 où il a exercé les fonctions de Directeur Microbiologie Industrielle. Puis entre 2011 et 2014, Alexandre Mérieux a été Directeur de l'Unité Microbiologie et des Opérations Industrielles. En avril 2014, il devient Directeur Général Délégué et dirige le Comité de direction de bioMérieux puis il est nommé Président Directeur Général par le Conseil d'administration le 15 décembre 2017. Le 1^{er} juillet 2023, Alexandre Mérieux confie la Direction Générale de bioMérieux et conserve la fonction de Président de la société.

Alexandre Mérieux est membre du Conseil d'administration de bioMérieux SA depuis avril 2004 et Vice-Président de l'Institut Mérieux depuis décembre 2008. En 2009, il prend la présidence de Mérieux Développement et préside le Conseil d'administration de Mérieux NutriSciences depuis le mois de septembre 2013.

De 1999 à 2004, Alexandre Mérieux a effectué sa carrière au sein de Silliker Group Corporation, période durant laquelle il a occupé des fonctions Marketing aux États-Unis et en Europe avant de prendre la Direction Marketing et de Business Unit en France.

Alexandre Mérieux est diplômé de l'Université de Lyon I en biologie et d'HEC Montréal Business School.

Pioneering Diagnostics.

Acteur mondial dans le domaine du diagnostic in vitro depuis 1963, bioMérieux est présente dans 45 pays et sert plus de 160 pays avec un large réseau de distributeurs. En 2024, le chiffre d'affaires de bioMérieux s'est élevé à 4 milliards d'euros, dont plus de 93 % ont été réalisés à l'international (hors France). bioMérieux offre des solutions de diagnostic (systèmes, réactifs, logiciels et services) qui déterminent l'origine d'une maladie ou d'une contamination pour améliorer la santé des patients et assurer la sécurité des consommateurs. Ses produits sont utilisés principalement dans le diagnostic des maladies infectieuses. Ils sont également utilisés pour la détection de micro-organismes dans les produits agroalimentaires, pharmaceutiques et cosmétiques.



Jérôme Estampes

Directeur Général par intérim de Guerbet

www.guerbet.com

Guerbet |

Diplômé d'Audencia Business School, Jérôme Estampes bénéficie d'une solide expérience internationale en direction financière, acquise au sein de groupes industriels majeurs. Fort de plus de vingt-cinq ans de carrière, il a occupé des fonctions stratégiques chez Technip, Alphacan, Crown Holdings, Pat McGrath Cosmetics et Coty, où il a piloté des missions de contrôle financier, de planification stratégique et d'intégration. Depuis 2019, il occupe le poste de Directeur administratif et financier, informatique, développement des affaires et licences chez Guerbet. Il bénéficie à ce titre d'une excellente connaissance des enjeux actuels du Groupe, à la fois financiers, opérationnels et commerciaux.

Le 22 septembre 2025, le Conseil d'administration de Guerbet l'a nommé Directeur général (par interim) du groupe.

Chez Guerbet, nous tissons des liens durables pour permettre de vivre mieux. C'est notre Raison d'être. Nous sommes un leader mondial des produits de contraste pour l'imagerie médicale, proposant une gamme complète de produits pharmaceutiques, de dispositifs médicaux et de solutions digitales et IA pour l'imagerie diagnostique et interventionnelle. Pionniers depuis 99 ans dans le domaine des produits de contraste, avec plus de 2 900 collaborateurs dans le monde, nous ne cessons d'innover et consacrons 9 % de notre chiffre d'affaires à la Recherche & Développement dans quatre centres en France et aux États-Unis. Guerbet (GBT) est coté au compartiment B d'Euronext Paris et a réalisé un chiffre d'affaires de 841 millions d'euros en 2024.



David Loew

www.ipsen.com

Directeur Général d'Ipsen

Depuis 2020, David Loew est Directeur Général d'Ipsen, où il pilote une stratégie de croissance, « Focus. Ensemble. Pour les Patients et pour la Société ». Depuis son arrivée, le Groupe s'est recentré sur la Médecine de Spécialité (Oncologie, Maladies Rares et Neurosciences) et enregistre des performances financières solides. De plus, depuis 2020, Ipsen a enrichi son portefeuille de plus d'une vingtaine de molécules à différents stades de développement, avec notamment l'acquisition des biotechs Epyzyme en 2022 et d'Albireo en 2023.

David Loew a trente ans de leadership et d'expérience dans le secteur biopharmaceutique. Il a travaillé sur les marchés américain, européen et à l'international. Avant de rejoindre Ipsen, David était Vice-Président Exécutif de Sanofi Pasteur. Lors de cette période, il a piloté une stratégie de croissance réussie à l'international comprenant divers accords de licence et acquisitions. Auparavant, David a exercé plusieurs fonctions chez Roche pendant vingt ans.

David Loew siège au conseil d'administration de l'IFPMA (l'association internationale des entreprises pharmaceutiques) de l'EFPIA (association européenne des entreprises pharmaceutiques).

David est titulaire d'un diplôme en Administration des affaires ainsi que d'un MBA à l'Université de Saint-Gall, en Suisse.

Nous sommes un groupe biopharmaceutique mondial focalisé sur la mise au point de médicaments innovants pour les patients dans trois domaines thérapeutiques : l'Oncologie, les Maladies Rares et les Neurosciences.

Notre portefeuille de produits en R&D s'appuie sur l'innovation externe et sur près de 100 ans d'expérience de développement au sein de hubs mondiaux aux États-Unis, en France et au Royaume-Uni. Nos équipes, présentes dans plus de 40 pays, et nos partenariats à travers le monde nous permettent de proposer nos médicaments aux patients dans plus de 80 pays.

Ipsen est coté à Paris (Euronext : IPN) et aux États-Unis à travers un programme d'American Depositary Receipt (ADR : IPSEY) sponsorisé de niveau I.



Jacques Brom

www.groupe-lfb.com

Directeur Général du LFB

Directeur Général du LFB, Jacques Brom a précédemment exercé les fonctions de Président Directeur Général de Sanofi Chimie de 2012 à 2021. Il était, par ailleurs, membre du Conseil des Affaires Industrielles de l'entreprise. Diplômé de l'École Nationale Supérieure de Chimie de Mulhouse, docteur et ingénieur chimiste en chimie organique, il a débuté sa carrière en 1991 en tant que Directeur de production chez Roche France. En 1996, il rejoint l'usine de Sanofi à Aramon (production de la substance active) en France, avant d'être nommé Directeur du site de Quetigny (fabrication du produit fini). Jacques Brom a ensuite occupé plusieurs fonctions comme Directeur des Opérations du site de Newcastle-upon-Tyne au Royaume-Uni (fabrication du produit fini) ; comme Vice-Président Chimie-Biochimie, et Senior Vice-Président pour les produits établis et les génériques de 2017 à 2020 (37 sites industriels, 12 000 employés, 25 pays), puis de Directeur Général de Sanofi Active Ingredients Solutions/ Euroapi (2020-2021).

Le LFB est un groupe biopharmaceutique qui développe, fabrique et commercialise des médicaments dérivés du sang et des protéines recombinantes pour la prise en charge des patients atteints de pathologies graves et souvent rares. Créé en 1994 en France, le LFB est aujourd'hui l'un des premiers acteurs européens proposant aux professionnels de santé, des médicaments dérivés du plasma, avec pour mission la mise à disposition de nouvelles options de traitement pour les patients, dans trois domaines thérapeutiques majeurs : l'immunologie, l'hémostase et les soins intensifs. Le LFB commercialise à ce jour une quinzaine de biomédicaments dans plus d'une trentaine de pays et a réalisé un chiffre d'affaires supérieur à 500 millions d'euros. Il emploie plus de 3 000 personnes dans le monde dont plus de 2 000 en France.

Le LFB est engagé aux côtés d'acteurs institutionnels et d'associations de patients pour partager et diffuser les connaissances afin d'améliorer le diagnostic et la prise en charge des personnes atteintes de maladies rares.





Éric Ducournau

Directeur Général des Laboratoires Pierre Fabre

www.pierre-fabre.com



Entré dans l'entreprise en 2000 au poste de Directeur de Cabinet de la présidence, Éric Ducournau exerce à partir de 2005 les fonctions de Secrétaire Général, puis de Directeur Général Adjoint en charge des Affaires Juridiques et Réglementaires, du Market Access, de la Pharmacovigilance et de la Qualité. Il participe en 2004 à la création du G5 Santé et siège au Conseil d'Administration du Leem jusqu'en 2012. De 2012 à 2018, Éric Ducournau dirige la division Dermo-Cosmétique dont il accélère la digitalisation et le développement international. Nommé Directeur Général des Laboratoires Pierre Fabre en juillet 2018, il initie un important plan de transformation qui recentrera l'activité de l'entreprise sur l'oncologie de précision, les maladies rares, la dermatologie médicale et la dermo-cosmétique. Il engage l'entreprise dans plusieurs partenariats avec des sociétés de biotechnologie nord-américaines (Atara Biotherapeutics, Scorpion Therapeutics, RedRidge Bio...) et européennes (Vernalis, Kinnate Biopharma ...), tout en renforçant les équipes de recherche et développement basées sur le campus de l'Oncopole à Toulouse. En 2023, la marque Eau Thermale Avène est entrée dans le club des marques cosmétiques « milliardaires » en chiffre d'affaires, tandis que les revenus du portefeuille oncologie ont enregistré une progression moyenne de 20% entre 2019 et 2024.

Les Laboratoires Pierre Fabre sont la 2^e entreprise dermo-cosmétique au monde et l'un des principaux laboratoires pharmaceutiques

européens. Leur portefeuille Dermo-Cosmétique & Personal Care est composé de marques internationales dont Eau Thermale Avène, Ducray, Klorane, A-Derma, René Furterer, Même Cosmetics, Darrow et Elgydium. Leur activité Medical Care couvre 5 domaines thérapeutiques principaux : l'oncologie, la dermatologie, les maladies rares, les maladies chroniques et la santé familiale.

En 2024, les Laboratoires Pierre Fabre ont réalisé un chiffre d'affaires de 3,1 milliards d'euros, dont 70% à l'international dans 120 pays. Implantés depuis toujours en région Occitanie, ils fabriquent près de 90% de leurs produits en France et emploient 10 200 collaborateurs dans le monde. Leur budget de R&D s'est élevé à 219 M€ dont 58% dédiés aux thérapies ciblées en oncologie et 36% aux thérapies et soins de la peau.

L'actionnaire majoritaire (86%) des Laboratoires Pierre Fabre est une Fondation humanitaire éponyme reconnue d'utilité publique. Les collaborateurs sont l'autre actionnaire de l'entreprise. Cette structure capitalistique est garante de l'indépendance de l'entreprise, de sa vision à long-terme et de sa contribution au bien commun. Les dividendes versés à la Fondation Pierre Fabre bénéficient ainsi à 35 programmes d'accès à la santé déployés dans 22 pays parmi les moins avancés au monde.

La démarche RSE des Laboratoires Pierre Fabre est évaluée par AFNOR Certification au niveau « Exemple » du label Engagé RSE (norme ISO 26 000 du développement durable), et ce depuis 2012.



Paul Hudson

Directeur Général de Sanofi

www.sanofi.com

sanofi

En tant que Directeur Général, Paul Hudson a l'ambition de faire de Sanofi une entreprise de santé moderne qui transforme la pratique de la médecine. Paul et les équipes de Sanofi concentrent leurs efforts pour découvrir, développer, fabriquer et rendre accessibles des médicaments et des vaccins innovants pour les populations du monde entier. Sous sa direction, Sanofi a fait de l'impact sociétal une priorité, en mettant l'accent sur la culture d'entreprise et en plaçant la responsabilité environnementale et sanitaire au cœur de sa stratégie de long-terme. Précédemment PDG de Novartis Pharmaceuticals de 2016 à 2019, Paul a rejoint Sanofi en tant que directeur général en septembre 2019. Sa carrière dans le domaine de la santé s'est déroulée dans le monde entier, et notamment aux États-Unis, au Japon et en Europe. Avant Novartis, il a occupé des fonctions chez AstraZeneca, où il s'est vu confier des responsabilités croissantes notamment celles de Vice-Président, Amérique du Nord, puis de Président de sa filiale américaine. Paul Hudson a débuté sa carrière dans les ventes et le marketing, chez GlaxoSmithKline et Sanofi-Synthelabo, au Royaume-Uni. Paul est diplômé en économie de la Manchester Metropolitan University au Royaume-Uni, dont il a reçu en juillet 2018 un doctorat *honoris causa* en administration des affaires pour ses réalisations dans l'industrie.

Sanofi est une entreprise biopharmaceutique qui innove en R&D et exploite l'IA à grande échelle pour améliorer la vie des gens et réaliser une croissance à long terme. Nous appliquons notre connaissance

approfondie du système immunitaire pour concevoir des médicaments et des vaccins qui traitent et protègent des millions de personnes dans le monde entier, avec un pipeline innovant qui pourrait bénéficier à des millions d'autres.

Notre équipe est guidée par un seul objectif : nous poursuivons les miracles de la science pour améliorer la vie des gens; cela nous inspire pour stimuler le progrès et avoir un impact positif pour nos collaborateurs et les communautés que nous servons, en s'attaquant aux défis les plus urgents de notre époque en matière sanitaire, environnementale, et sociétale.

Avec un chiffre d'affaires mondial de 41 milliards d'euros en 2024, Sanofi est un acteur majeur dans les domaines de la Médecine de spécialités (Immunologie, Maladies rares, Maladies hématologiques rares, Neurologie et Sclérose en plaques, Oncologie), la Médecine générale (notamment les Maladies cardiovasculaires, le Diabète, la Transplantation) et les Vaccins (notamment Grippe, Virus respiratoire syncytial, Méningites).

La France est le premier pays d'implantation de l'entreprise, avec 22 sites et 17 500 collaborateurs, présents dans 8 régions françaises sur 13. Avec plus de 2,5 milliards d'euros d'investissements en R&D chaque année sur le territoire, la France est au cœur du dispositif d'innovation de Sanofi. Par ailleurs, ses 14 sites industriels présents sur le territoire assurent plus de 30 % de la production mondiale de Sanofi. Sanofi fait ainsi de la France une plateforme majeure au service de l'international.



Olivier Laureau

www.servier.com



Président de Servier et Président de la Fondation Internationale de Recherche Servier

Diplômé de l'Université Panthéon-Assas à Paris, France, Olivier Laureau a rejoint le groupe Servier en 1982, d'abord à la Direction de la propriété intellectuelle puis à la Direction Juridique où il supervisait les contrats internationaux. En 2000, il rejoint la Direction financière et est nommé Directeur financier du Groupe en 2008.

En tant que Président du Groupe depuis 2014, Olivier Laureau a engagé un vaste plan de transformation visant à assurer l'indépendance de Servier, son développement et sa pérennité tout en continuant de répondre à sa vocation : engagé pour le progrès thérapeutique au bénéfice des patients.

Les piliers de cette stratégie sont d'optimiser le potentiel des médicaments du Groupe en cardiologie, métabolisme et maladies veineuses, de rechercher et développer des thérapies innovantes et ciblées dans le domaine de l'oncologie, des neurosciences et de l'immuno-inflammation, et de piloter le développement du portefeuille de médicaments, à travers une stratégie de partenariats dynamique et une forte expansion internationale.

Très impliqué dans les débats liés au secteur de la santé aux niveaux français et international, Olivier Laureau est membre du conseil d'administration du G5, une organisation regroupant les principales entreprises pharmaceutiques françaises.

Il est également membre du conseil d'administration de la Fédération européenne des associations et industries pharmaceutiques (EFPIA), et membre de la Biopharmaceutical CEOs Roundtable (BCR), un forum mondial sur les politiques de santé réunissant les PDG des entreprises membres de la Fédération internationale de l'industrie du médicament (FIIM).

Servier est un groupe pharmaceutique international gouverné par une Fondation, qui aspire à avoir un impact sociétal significatif pour les patients et pour un monde durable. Son modèle de gouvernance unique assure son indépendance tout en favorisant l'innovation à long terme, et lui permet d'investir l'ensemble de ses bénéfices dans son développement.

Leader mondial dans le domaine de l'hypertension et des maladies veineuses et acteur majeur dans le domaine du cardiométabolisme, Servier entend apporter aux patients atteints de maladies chroniques des innovations qui visent à améliorer leur quotidien grâce à une approche holistique qui inclut l'adhésion au traitement et le suivi comme une priorité. Le Groupe a également l'ambition de devenir un acteur majeur dans le domaine des cancers rares, domaine dans lequel il investit massivement, lui consacrant près de 70 % de son budget de R&D. En s'appuyant sur la médecine de précision, Servier développe des traitements ciblés efficaces.

Fort de son succès en oncologie, Servier s'engage dans le domaine de la neurologie, comme relais de croissance future. Le Groupe se concentre sur un nombre restreint de maladies neurodégénératives, où l'identification précise des profils de patients permet d'apporter une réponse thérapeutique ciblée grâce à la médecine de précision. Pour favoriser un accès élargi à des soins de qualité et à moindre coût, Servier propose également une large gamme de médicaments génériques, s'appuyant sur des marques reconnues en France, en Europe de l'Est et au Brésil.

Dans toutes ses activités, le Groupe intègre la voix des patients à chaque étape du cycle de vie du médicament.

Servier, dont le siège social est basé en France, s'appuie sur une solide implantation géographique dans près de 140 pays. En 2023/2024, le Groupe, qui compte plus de 22 000 collaborateurs dans le monde, a réalisé un chiffre d'affaires de 5,9 milliards d'euros.



Jean-Frédéric Chibret

www.laboratoires-thea.com



Président de Théa

Jean-Frédéric Chibret préside depuis 2008 Théa, n° 1 européen des laboratoires indépendants en ophtalmologie, fondé par son oncle Henri en 1994.

Après une école de commerce, il s'est fortement impliqué dans le développement international de la société.

À son actif figure la création de 35 filiales dans le monde. D'abord en Europe, en Turquie, en Russie, puis au Maghreb, au Moyen-Orient, en Amérique centrale et latine. En 2019, Théa s'est implanté sur le marché américain avec l'installation d'une filiale à Boston. Jean-Frédéric Chibret a ainsi assuré une expansion rapide de la société, les produits Théa étant désormais diffusés dans quelques 75 pays. Il a également accompagné l'expansion territoriale de Théa par un élargissement accéléré de sa gamme de produits. Il s'est attaché à ce que l'effort de recherche interne, doublé d'une politique d'acquisition ciblée, permette à Théa de répondre à toutes les attentes des ophtalmologistes, quels que soient leurs modes d'exercice et les pathologies traitées. Outre les collyres sans conservateur, Théa est devenu leader dans plusieurs classes thérapeutiques du segment antérieur de l'œil.

Jean-Frédéric Chibret préside aujourd'hui aux destinées d'une entreprise forte de plus de 2200 collaborateurs dans le monde, qui a réalisé un chiffre d'affaires de 969 millions d'euros en 2024.

Créé il y a 31 ans, Théa a largement participé aux dernières avancées pharmacologiques et est aujourd'hui le 1^{er} groupe pharmaceutique européen indépendant en ophtalmologie.

Fondé à partir d'une start-up de Recherche et Développement par Henri Chibret, Théa est présidé depuis 2008 par Jean-Frédéric Chibret (5^e génération d'une dynastie du monde de l'ophtalmologie).

Basé à Clermont-Ferrand, le laboratoire a poursuivi son expansion avec 35 filiales en Europe, en Russie, en Afrique, en Amérique Latine et du Nord. Aujourd'hui, son réseau rassemble plus de 2200 collaborateurs et ses produits sont disponibles dans plus de 75 pays dans le monde.

Ses produits sont fabriqués à 100 % en Europe, dont 60 % en France.



L'objectif des Rencontres du G5 Santé est de partager les constats et de créer un dialogue constructif autour des grands enjeux que sont la capacité d'innovation, l'indépendance sanitaire et la compétitivité de la France et de l'Europe.

Chaque année, les Rencontres du G5 Santé rassemblent de très nombreux acteurs publics et privés pour débattre des voies possibles pour renforcer une filière industrielle particulièrement stratégique au service des patients.



Le **G5 Santé** est l'association des entreprises françaises de santé, dont les membres sont en 2025 :
bioMérieux, Guerbet, Ipsen, LFB, Pierre Fabre, Sanofi, Servier et Théa.

Ces entreprises sont un atout majeur pour la capacité d'innovation et la compétitivité de la France dans l'économie mondiale.

NOTES

[illegible]



Le G5 santé, porte-voix des industries de santé françaises, est un cercle de réflexion qui rassemble les dirigeants des principales entreprises françaises de santé et des sciences du vivant : bioMérieux, Guerbet, Ipsen, LFB, Pierre Fabre, Sanofi, Servier, Théa.

Elles ont choisi la France comme plateforme de leur développement international et font de l'effort de R&D et de production leur priorité. Ces huit entreprises sont engagées pour la vitalité industrielle et l'indépendance sanitaire de la France, dans son écosystème européen et mondial.

Elles ambitionnent d'apporter toujours plus de solutions diagnostiques et thérapeutiques au service des patients.

Une force pour l'économie Française

Plus de **22,3** milliards €
d'excédent de la balance commerciale

3,7 milliards €
chiffre d'affaires en France

1 milliard €
d'investissements industriels dans l'hexagone

Plus de **4** milliards € investis en R&D, depuis la France, soit 85 % du CA France

Plus de **32** milliards € d'exportations

40 100 emplois dont 7 800 en R&D, 18 600 en production

Plus de **70** sites
Dont 28 sites de recherche, 38 sites de production

Pour le G5 Santé, la France pèse

6,3 %
de son CA monde

28 %
de ses emplois

40 %
de sa R&D

Ces entreprises sont un atout majeur pour la capacité d'innovation et la compétitivité de la France dans l'économie mondiale.

Un rayonnement mondial

58,6 milliards €
chiffre d'affaires mondial

143 000 emplois dans le monde

Plus de **10** milliards €
Investis en R&D

g5-sante.fr - contact@g5-sante.fr

G5 Santé - @G5Sante - Retrouvez le G5 Santé sur YouTube

